

Sommaire

Mot du directeur	1
Table-ronde autour du livre Haïti après l'esclavage. Formation de l'État et culture politique populaire (1804-1846) (Le Natal, 2019) du professeur Jean Alix René	2
Programme postdoctoral/LADIREP	4
Jean Jacques Cadet, « Marxisme et ethnologie : Jacques Roumain face aux questions de culture »	4
Mislair Dexai, « La pédagogie au regard du genre : vers des dispositifs pédagogiques efficaces pour une réussite complète des élèves filles »	5
Ecole doctorale SHS de l'UEH, la cohorte 2020 du laboratoire LADIREP	7
Pierre Valéry Beliard, « La protection des Droits Sociaux par les Pouvoirs publics en Haïti de 1986 à 2019 »	7
Mickelson Célestin, « La sémiotique de l'acte sexuel dans le vodu haïtien »	8
Rodady Gustave, « De l'indigénisme au noirisme : l'exaltation des racines africaines et son influence sur les institutions haïtiennes de 1915 à 1957 »	9
L'Axe COVID-19, addendum au plan biennuel (coordonné par Lukinson Jean, sociologue de la santé et Marc-Félix Civil, MD., Ob.Gyn., philosophe du soin et de la médecine)	10
Bourses, concours, subventions	11
Dr Lukinson Jean remporte le concours de bourse de la Fondation Croix-Rouge française	11
Espérant présenter les résultats de ses recherches, professeur Kesler Bienaimé les poursuit en ces temps de confinement	11
La chaire de recherche « Genre, Pauvreté et Développement » de la Fondasyon Kole Zepèl (FONKOZE)	12
Propos de membres de LADIREP sur le COVID-19	13

Mot du directeur

Du *peyi lòk* (politique) au confinement (pandémie Sras-CoV-2)

Vers la mi-août 2019, LADIREP* avait bouclé son processus d'auto-évaluation. Le rapport-bilan ayant été établi, on s'acheminait vers l'élaboration d'un nouveau plan au cours du mois de septembre 2019. Cependant, en raison de la reprise des mouvements sociaux, le plan ne sera établi que vers la fin du mois de décembre 2019. L'Assemblée Générale, tenue le 26 décembre 2019, à la Maison de la Recherche (MaR), a été l'occasion de :

- Valider le plan annuel 2019-2021 ainsi que le Budget 2019-2020 du laboratoire ;
- Renouveler le Conseil du laboratoire ;
- Prendre de nouvelles dispositions sur le fonctionnement du laboratoire sur la base de l'évaluation.

La machine, qui s'était enrayée au cours du premier trimestre 2019 (report de la conférence de lancement de l'année universitaire 2019-2020, annulation de la commémoration du Centenaire de la publication de *La vocation de l'élite* [1919] de Jean Price-Mars, annulation de notre participation aux colloques internationaux de l'ICAN, à Cuba, de HSA, en Floride), a été remise en marche dès janvier 2020. Aussi, a-t-on pu mettre en place le dispositif d'accueil de deux nouveaux docteurs dans le cadre d'un programme postdoctoral - ce qui représente une innovation tant au niveau du laboratoire qu'à l'UEH. Et réaliser également, en guise de conférence de lancement de la nouvelle année académique, une table-ronde autour de l'ouvrage *Haïti après l'esclavage. Formation de l'État et culture politique populaire (1804-1846)*, Le Natal, 2019, du professeur Jean Alix René, membre associé de LADIREP.

Dès février, on était engagé dans la mise en œuvre de notre nouveau plan d'action. Sans attendre d'avoir des informations complètes concernant les crédits qui seront alloués au laboratoire par le Vice-rectorat à la Recherche et par notre principal partenaire, la Fondation Connaissance et Liberté (FOKAL). Malheureusement c'était sans imaginer que la visite envahissante d'un micro-organisme infectieux allait bouleverser le cours normal de la vie à l'échelle planétaire.

Au vu de ces circonstances inédites, notamment l'arrêt des activités académiques à l'UEH, le laboratoire travaille sur de nouveaux dispositifs pour maintenir son fonctionnement et assurer l'accompagnement de ses membres qui poursuivent leurs activités de recherche. Parallèlement, en lien avec sa mission d'extension universitaire, il a défini un nouvel axe sous la direction de deux membres permanents (Lukinson JEAN, Sociologue de la Santé et Marc-Félix CIVIL, médecin, philosophe du soin et de la médecine). Le projet « Perception et gestion des risques liés au COVID-19 », issu de ce nouvel axe, a été conçu et introduit auprès de l'AUF dans le cadre de son « Appel à projets international AUF COVID-19 ». Nous envisageons déjà, et après discussion avec le Rectorat et la FOKAL, d'allouer, en contrepartie de l'apport éventuel de l'AUF à ce projet, une partie des crédits qui seront attribués au laboratoire à la rubrique « Actions de recherche ».

C'est dans ce contexte particulier, que le laboratoire, sans dissimuler une certaine satisfaction, assure la livraison du premier numéro de sa lettre d'informations trimestrielle. L'objectif est de servir de lien entre ses membres, et informer la communauté universitaire, et le grand public en général, de la vie au LADIREP. J'attire votre attention particulièrement sur l'article final qui réunit des « propos des membres de LADIREP sur le COVID-19 ». Il s'agit de courtes interventions, éditées par Edelyn Dorismond, qui feront sans doute l'objet de développement dans d'autres contextes.

J'espère que ce premier numéro bénéficiera de la curiosité et de la bienveillance critique de ses destinataires. Dans l'attente de vos retours, je vous souhaite bonne lecture !

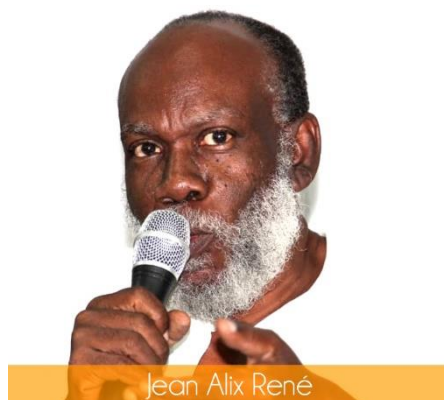
Jhon Picard Byron, membre permanent et directeur du laboratoire LADIREP

* Pour de plus amples informations sur le laboratoire L'Angages Discours REPrésentations (LADIREP), reportez-vous à la fiche technique en dernière page du bulletin et à notre site web : <http://ladirep.ueh.edu.ht>

Table-ronde autour du livre *Haïti après l'esclavage. Formation de l'État et culture politique populaire (1804-1846)*, Le Natal, 2019, du professeur Jean Alix René

Le laboratoire LADIREP a organisé, le vendredi 6 mars 2020, 10h, au local de la Direction des Etudes Postgraduées (DEP) à Pacot, une table-ronde autour du livre *Haïti après l'esclavage. Formation de l'État et culture politique populaire (1804-1846)* du professeur Jean Alix René. Cet ouvrage, issu de sa thèse de doctorat en Histoire soutenue à l'Université Concordia (Montréal, Québec) sous la direction de l'historienne Carolyn Fick, a reçu le Prix d'histoire 2017 de la Société haïtienne d'histoire, de géographie et de géologie en partenariat avec la Fondation Roger Gaillard (FORG). La table-ronde, animée par Jean Waddimir Gustinvil, a été ponctuée des interventions de Michèle D. Pierre-Louis, Watson Denis et Alrich Nicolas, suivies de celle de l'auteur.

Premier intervenant, Watson Denis s'est interrogé sur certains choix de l'auteur en ce qui a trait aux approches théoriques et méthodologiques et à son positionnement idéologique.



Selon le professeur Denis, l'auteur aurait rendu le président Pétion sympathique, jusqu'à admettre une certaine dimension positive au système de production dit « de-moitié »,

pourtant très critiqué et dénoncé par de nombreux économistes et historiens.

Alrich Nicolas qui a présenté son intervention sous forme de questions a abondé quelque peu dans le même sens que Watson Denis. Il a signalé une absence de distance nécessaire de l'auteur par rapport à Pétion, susceptible de faire étiqueter sa démarche d'apologétique. A son avis, l'historien aurait dû montrer plus de réserve et annoncer des perspectives économiques à partir des phénomènes mis en lumière, surtout cette question de la prise en charge par les cultivateurs eux-mêmes de la mise en place du système d'exploitation « de-moitié » si bien décrit par ailleurs dans le livre.

Michèle Pierre-Louis a émis un point de vue différent. Elle a reconnu dans l'ouvrage d'Alix René l'application d'une démarche inspirée des nouvelles approches en histoire, du « narrative change » ou de la réintroduction du récit

dans l'histoire qui invite les historiens à « aller chercher dans *l'Histoire officielle*, dans [ses] interstices, ce qu'on pourrait apporter de nouveau à la narration existante ».



Elle a apprécié l'intérêt porté à la politique de pétition qui donne la parole aux subalternes dans leur rapport à l'Etat, mais a regretté que l'auteur n'ait pas suffisamment mis l'accent sur les conséquences de ce type de relation. Lequel aurait engendré la pratique du clientélisme dans l'administration publique. Michèle Pierre-Louis a apprécié l'importance donnée à la crise de 1843 qui a marqué de fait la fin du « contrat souhaité pour une vie dans la dignité », et enfin elle a salué l'émergence dans l'écriture de notre histoire d'un « imaginaire de la confraternité

de souffrance » qu'il faudra sûrement continuer à explorer.

Dans son intervention qui a clôturé la table-ronde, l'auteur a insisté sur le fait que ses choix

théoriques et méthodologiques étaient motivés par la décision de « sortir », voire de rompre avec « une tradition historiographique qui présente le populaire soit comme victime soit comme héros ». A propos de sa caractérisation du système de « de-moitié », l'auteur a signalé que ce système n'a pas toujours été ce qu'il est devenu aujourd'hui. Selon Jean Alix René, le « de-moitié » avait été en réalité un espace de liberté négocié par les cultivateurs. Cette initiative leur avait permis d'obtenir le contrôle d'un lopin de terre sur lequel ils devenaient maîtres de

l'organisation de leur travail et surtout de leur temps.

Quant à ce qui peut apparaître comme une valorisation d'Alexandre Pétion, le professeur René a relaté que « ce fait » lui a été d'abord difficile à admettre. Mais il lui avait fallu reconnaître ce que lui avait révélé le résultat de ses recherches. A son avis, « deux choses méritent d'être signalées, tout d'abord, la grande crise fiscale de 1809 exigeait du gouvernement de Pétion des mesures pour la reprise de la production, ensuite le président Pétion avait compris le danger pour son gouvernement d'une nouvelle tentative de forcer les cultivateurs de reprendre le travail en atelier. La solution la plus viable dans les conditions de l'Ouest était de trouver un compromis avec les cultivateurs en donnant l'illusion d'une réponse positive à leurs revendications à la terre. Or, les cultivateurs se sont appropriés de ces mesures de Pétion pour réaliser eux-mêmes et progressivement la conquête de la petite propriété que son successeur, Jean Pierre Boyer, malgré toute sa volonté ne put renverser ».

Programme postdoctoral/LADIREP

En décembre 2019, en raison du *peyi lòk*, la Direction du laboratoire LADIREP a lancé tardivement le programme postdoctoral. Une des principales actions inscrites dans le plan 2019-2021 qui concourt aux grands objectifs fixés par l'Assemblée Générale, ledit programme vise, en synergie avec le processus global d'intégration de la recherche à l'UEH, à incorporer de nouveaux/nouvelles docteur/e/s issues de l'ED SHS ou d'autres universités, dans la perspective du renforcement des études doctorales et des programmes de recherche. Après un processus de sélection qui a impliqué les responsables d'axes (suivant l'avis du Conseil de laboratoire), les dossiers de candidature de Mislòr Dexai et de Jean-Jacques Cadet ont été retenus.

Jean-Jacques Cadet, « Marxisme et ethnologie : Jacques Roumain face aux questions de culture »

Docteur de l'Université Paris 8 (2019), Jean-Jacques Cadet a fait des études en philosophie et en sociologie. Il s'intéresse aux pensées marxistes, aux études postcoloniales et à la « géo philosophie ». Actuellement, il enseigne la philosophie de Marx à l'École Normale Supérieure (Port-au-Prince) et travaille sur le rapport entre marxisme et ethnologie dans le cadre d'un contrat postdoctoral avec le laboratoire LADIREP (FE/UEH). Il a notamment publié : « Le nationalisme de classe chez Jacques Roumain, transition vers le marxisme », in *Le devoir d'insoumission*. 2016. Roberson Edouard et Fritz Calixte (dir.). Québec : PUL ; « Viejo, un roman prolétaire de l'occupation »,



Jean Jacques Cadet

Legs et Littérature, 11^e numéro, 2018 ; *Le marxisme haïtien*, Paris : Editions Delga, 2020 (à paraître).

Il n'est jamais question du marxisme haïtien dans les productions occidentales, tandis que ce marxisme présente de véritables singularités aptes à enrichir la reconceptualisation des idées de Marx et d'Engels. La pensée marxiste haïtienne

exprime un intérêt particulier pour la culture, l'environnement, la littérature et l'ethnologie. Cette prégnance de l'anthropologie a ses prémices dans les analyses sur la culture débutées par Jacques Roumain (1907-1944), le fondateur du premier Parti communiste haïtien et du Bureau d'ethnologie. Ainsi, Roumain critique le marxisme orthodoxe axé sur un économisme tout en minimisant les questions de superstructure. Il a voulu moderniser l'appareil théorique du marxisme européen encore étranger aux questions coloniales et raciales. Le marxisme de Roumain qui se veut haïtien - sans être nationaliste - refuse le clivage marxisme/anthropologie afin de

proposer une pensée hybride, riche et radicale. Cette orientation ethnologique de son marxisme s'explique en partie par l'influence des travaux de Jean Price-mars et du mouvement indigéniste. Qu'apporte plus précisément l'ethnologie au marxisme ? Comment expliquer cette méfiance de certains marxistes envers l'anthropologie ? Que

donne à penser la thématique de la culture dans le marxisme ? Mon hypothèse est que l'intérêt de Roumain pour la culture et l'ethnologie s'inscrit dans un vaste projet d'élaboration d'un marxisme inclusif ancré dans l'histoire singulière d'Haïti. C'est dans cette même démarche qu'on peut comprendre pourquoi son marxisme se trouve pris entre deux

mouvements d'identité : Indigénisme (1927-1930) et Négritude (1939-1944). Ce projet de recherche analysera les prémisses théoriques du devenir ethnologue de Roumain en relisant les textes des années 1920-1930. Un tel projet aura le Bureau d'ethnologie et le Musée de Limbé comme champ d'observation.

Mislor Dexai, « La pédagogie au regard du genre : vers des dispositifs pédagogiques efficaces pour une réussite complète des élèves filles »

Docteure de l'Université Bordeaux-Montaigne et de l'UEH (2019), Mislor Dexai est une ancienne étudiante de l'Université d'État d'Haïti, de l'École Normale Supérieure et de la Faculté de Droits et des Sciences Économiques de Port-au-Prince. Elle a fait ses études en philosophie, en droit et en littérature françaises, francophones et comparées. Elle s'intéresse à la question de l'égalité de genre, à l'Éducation et aux pratiques enseignantes et pédagogiques égalitaires. Actuellement elle enseigne au programme de Maîtrise en Anthropologie sociale à la Faculté d'Ethnologie et travaille sur la pédagogie au regard du



Mislor Dexai

genre dans le cadre d'un contrat postdoctoral avec le laboratoire LADIREP (FE/UEH).

La question des inégalités de genre en termes d'orientation scolaire et professionnelle est très peu abordée dans les travaux en éducation en Haïti. Pourtant, elle fait l'objet d'un nombre conséquent de travaux

au niveau international (Guichard et Huteau, 2007 ; Duru-Bellat, 2004 ; Vouillot, 2007 ; Mosconi, 1989, 2004 ; Duru-Bellat, 1990, Baudelot et Establet 2001 ; Marry, 2004, Marro, 1997). Le sujet prend aujourd'hui de l'importance parce qu'il constitue un point focal pour l'établissement des systèmes d'enseignement équitables et égalitaires effectifs en termes de genre dans toutes les sociétés. En effet, la majorité des recherches en éducation et genre dénonce les stéréotypes et les préjugés de genre qui engendrent et modèlent les inégalités de réussite et d'orientation entre les sexes et incite à la promotion de l'égalité. Néanmoins, la dimension

pédagogique y semble être peu importante.

Ce projet de recherche postdoctorale se propose de mettre l'accent sur les pratiques pédagogiques mises en œuvre par les enseignant-e-s, tout en tenant compte des canaux de transmission et des supports matériels des actions pédagogiques (Collet, 2014 et 2017 ; Dayer, 2014 ; Vouillot, 2007 ; Duru-Bellat, 2001). Il visera à identifier les

mécanismes de fabrication des inégalités genrées. Il revient de ce point de vue de convoquer et de proposer de nouvelles pratiques pédagogiques et stratégies éducatives (interactions en classe, langage utilisé, modes d'usage des matériels, évaluation, interventions et actions contre la discrimination sexiste, etc.), susceptibles de permettre aux filles et aux garçons de franchir les barrières

traditionnelles sexistes en termes de choix de filière et de performance dans le domaine choisi. Ainsi, notre projet de recherche postdoctorale s'intéresse à la conception de modèles, d'outils et de pratiques pédagogiques susceptibles de favoriser une égalité d'orientation scolaire, professionnelle et universitaire égalitaire en termes de genre.

Ecole doctorale SHS de l'UEH, la cohorte 2020 du laboratoire LADIREP

La formation doctorale, articulée aux différents axes de recherche du laboratoire, fait partie des activités de LADIREP. En ce sens, il s'est avéré nécessaire de renouveler nos cohortes d'étudiant.e.s en doctorat. Après analyse des nombreux dossiers d'inscription, trois ont été retenus pour leur qualité, et les champs de recherche dans lesquels ils s'inscrivent. Des dossiers de bonne facture ont été refusés parce qu'ils n'entrent pas dans les champs de recherche du laboratoire. C'est l'occasion de signaler qu'il nous faut à l'UEH de nouveaux laboratoires dans les différents domaines de recherche des SHS. Ce, compte tenu de l'intérêt grandissant pour de nouveaux champs de recherche les uns plus pertinents que les autres.

Pierre Valéry Beliard, « La protection des Droits Sociaux par les Pouvoirs publics en Haïti de 1986 à 2019 »

Licencié en Droit, Ecole de Droit et des Sciences Economiques des Gonaïves (EDSEG) de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH). Avocat militant au Barreau de Port-au-Prince, depuis septembre 2016. Détenteur du Master 2 en Droit des Libertés (Parcours : Histoire, théorie et pratique des droits de l'Homme) de l'Université Grenoble Alpes, France (2017-2018). Inscrit en Cotutelle UGA/UEH et rattaché aux laboratoires CESICE (Centre d'études sur la Sécurité Internationale et les Coopérations Européennes) et LADIREP (LAngages Discours et REPrésentations) sous la direction de Martial MATHIEU et Odonel PIERRE-LOUIS.

Contrairement à beaucoup d'autres constitutions étrangères, très tôt la Constitution haïtienne de 1987 a



Pierre Valéry Beliard

repris les règles établies par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH) dans son préambule et dans la partie consacrée aux libertés fondamentales. Et dès le départ les droits sociaux ont eu une reconnaissance constitutionnelle de même que les droits civils et politiques. Mais en matière de protection, il y a un écart énorme de traitement qui a été accordé aux droits civils et politiques par rapport aux droits sociaux appelés « droits créances » par

les pouvoirs publics. Ce qui a prouvé une sorte de mépris face au respect et à la protection de ces derniers par les autorités, malgré la ratification tardive du Pacte International relatif aux Droits Economiques Sociaux et Culturels (PIDESC) en 2012 par le parlement. La protection des droits sociaux qui repose de toute évidence sur l'intervention de l'État pour garantir leur effectivité, se trouve caractérisée par une défaillance absolue et une corruption institutionnalisée. Autrement dit, il y a une crise. Cette crise naît du sentiment généralisé de méfiance dans la justice sociale haïtienne de la part des justiciables et du besoin de transformation de cette dernière, car le destin du pays en dépend. La recherche vise donc d'abord à dresser un bilan du décalage existant entre la reconnaissance formelle des

droits économiques et sociaux à travers les textes juridiques en vigueur et l'absence d'effectivité de la jouissance de ces droits par les citoyens haïtiens. Il s'agira ensuite d'envisager les

possibilités d'amélioration de l'effectivité de ces droits, notamment à travers le recours au modèle du constitutionnalisme aspirational, qui permet

d'envisager une réduction progressive du décalage entre « droits garantis sur le papier » et jouissance effective des droits par les individus.

Mickelson Célestin, « La sémiotique de l'acte sexuel dans le vodou haïtien »

Ancien élève de l'École Normale Supérieure (ENS) de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH) en Lettres modernes (2009). Détenteur du Master « Philosophie et critique contemporaine de la culture » Université Paris 8/UEH (2013). Enseigne depuis 2010 en classes secondaires et dans des institutions universitaires. Inscrit à l'ED-SHS de l'UEH sous la Direction des professeurs Michael Rinn et Jhon Picard Byron & rattaché au laboratoire HCTI (Héritages et Constructions dans le Texte et l'Image) de l'Université de Bretagne Occidentale (UBO) et au LADIREP/UEH.

Pour avoir été longtemps un sujet tabou en Haïti, le sexe a été longtemps banni du centre des préoccupations académiques. De l'appréhension du champ de la sexualité, la jouissance et le plaisir ont été toujours écartés au profit de la procréation. Dans les débats, le coït est perçu comme l'activité par laquelle



Mickelson Célestin

l'homme assure sa descendance. Le fait d'en parler ouvertement est parfois associé à de la perversion. Le christianisme, avec ses restrictions sur les plaisirs de la chair, pourrait être à la base de cette conception. Le vodou comme une religion de tradition orale n'a pas véhiculé beaucoup de théories sur sa conception des pratiques sexuelles. Cependant, à la différence du catholicisme, cette religion populaire a une relation beaucoup plus libre avec le sexe. On dirait même débridée, sinon, dionysiaque. Comment les pratiquants du vodou

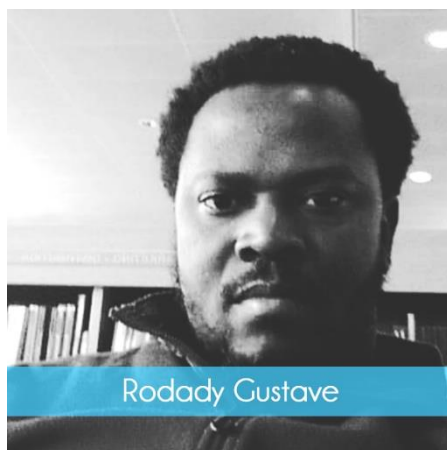
appréhendent-ils l'acte sexuel ? Quel sens accordent-ils à la relation sexuelle dans le culte ? Le vodou est-il une religion essentiellement sexuelle ? Que représente la relation sexuelle pour les pratiquants du vodou ? Quel sens prend-elle dans leur vie quotidienne ? Y a-t-il certaines restrictions dans la façon de vivre sa sexualité ? Leurs pratiques sexuelles sont-elles influencées par d'autres religions ? Comment le vodou appréhende-t-il l'orientation sexuelle (homosexualité et transgenre) ? L'acte sexuel a-t-il une influence sur les pratiques culturelles ?

La recherche vise à montrer que, contrairement aux autres religions présentes en Haïti, le vodou développe un rapport particulier au sexe qui repose sur une absence de contraintes dans la pratique de l'acte. Il s'agit de rendre compte des discours et représentations sociales liés à la sexualité.

Rodady Gustave, « De l'indigénisme au noirisme : l'exaltation des racines africaines et son influence sur les institutions haïtiennes de 1915 à 1957 »

Licencié en Droit, Faculté de Droit et des Sciences Economiques (FDSE) de l'UEH. Avocat militant au Barreau de Port-au-Prince, depuis mai 2017. Détenteur du master en Droit des libertés (Parcours, Histoire, théorie et pratique des droits de l'Homme) de l'Université Grenoble Alpes, France (2017-2018). Inscrit en Cotutelle UGA/UEH et rattaché aux laboratoires CESICE (Centre d'études sur la Sécurité Internationale et les Coopérations Européennes) et LADIREP (LAngages Discours et REPrésentations) sous la direction de Martial MATHIEU et de Jean Alix RENE.

Le noirisme n'est pas seulement une idéologie, mais toute une mouvance contre la domination du mulâtrisme sur la vie économique sociale et politique, d'une part, contre l'acceptation d'une culture et d'une esthétique européennes, d'autre part. En fait, les noiristes ont plaidé pour un pouvoir noir



et ont fait une démonstration sur l'importance des coutumes et des croyances africaines en Haïti. La résistance nationaliste durant la période de la première occupation américaine d'Haïti de 1915 a joué un rôle capital dans la mise en place d'un pouvoir nationaliste avec l'émergence de Sténio Vincent à la tête de la plus haute magistrature de l'État. Cette mouvance a institué un gouvernement qui s'est réapproprié la philosophie de Dessalines, exprimée dans la constitution impériale de 1805. Elle a conduit à l'institution d'un gouvernement qui a su

considérer tout individu qu'il soit noir ou mulâtre comme haïtien.

1946, constitue en effet, un autre tournant intéressant dans le cadre de la mouvance du noirisme en Haïti. En fait, le resurgissement de la question de couleur s'est opéré dans la campagne électorale de 1957. François Duvalier a épousé l'idéologie noiriste, portée, en principe, à la défense de la cause des noirs, explicitement pour constituer en classe régnante une nouvelle fraction composée de petits-bourgeois et de bourgeois exclus jusque-là du contrôle de l'appareil d'État. La question du noirisme n'est-elle pas une contre-idéologie qui se situe à l'intérieur de la même problématique dualiste ? La recherche vise à mesurer les effets de l'idéologie noiriste sur les institutions de la République d'Haïti en analysant ses différentes manifestations et les vecteurs de son influence.

L'Axe COVID-19, addendum au plan biennuel (coordonné par Lukinson Jean, sociologue de la santé et Marc-Félix Civil, MD., Ob.Gyn., philosophe du soin et de la médecine)

Le nouveau contexte lié au Covid-19 exige la révision de notre plan d'action. Faute de pouvoir procéder à sa refonte et tenant compte des incertitudes sur l'évolution de la situation, le laboratoire a établi un axe thématique transversal. Il est porté par deux spécialistes du champ auquel participeront tous les membres du laboratoire. Ce nouvel axe s'inscrit dans une double démarche d'intervention et de recherche fondamentale.

Perception et gestion des risques sanitaires à l'ère du numérique : le cas du Covid-19 en Haïti

La pandémie du Covid-19, qui a débuté à Wuhan en Chine en novembre dernier pour ensuite toucher la plupart des pays de la planète, s'est accompagnée d'une pandémie d'intox - que l'OMS appelle infodémie- laquelle constitue une véritable menace en matière de santé publique. Ainsi que le souligne l'anthropologue de la santé Alice Desclaux, les informations fausses ou inexactes fragilisent partout dans le monde les stratégies de lutte contre le Coronavirus et accroissent de la sorte la vulnérabilité des populations.

La population haïtienne étant elle aussi touchée par le Coronavirus et n'étant donc pas à l'abri du phénomène d'infodémie, nous sommes amenés à nous poser les questions suivantes : Quelle(s) perception(s) les Haïtiens ont-ils du risque sanitaire lié au Coronavirus ? Quel est leur degré d'information en la matière ? Comment faire en sorte qu'ils acceptent de changer leur comportement en vue de

réduire leur risque de contamination au cas où ils ne disposeraient pas de suffisamment d'informations ou d'informations pertinentes en la matière ?

Les réponses à ces questions constitueront la condition sine qua non de la mise en place d'une politique de prévention efficace en vue de faire face à cette épidémie qui a touché le territoire national depuis déjà un mois et demi. Selon leur(s) perception(s) de la maladie et leurs caractéristiques socio-démographiques, les citoyens ne comprennent ni n'adhèrent de la même façon aux prescriptions fournies par les autorités sanitaires.

Ce projet de recherche vise, dans un premier temps, à comprendre les déterminants et le sens des modes de perception du risque épidémique en vue de mieux surmonter les obstacles autant à une information fiable et vérifiable qu'à l'adoption des pratiques de prévention et des comportements de santé adéquats. En effet, l'étude

des représentations sociales du risque épidémique s'avère déterminante aussi bien dans la compréhension des logiques de construction des croyances sur l'épidémie que dans la définition des stratégies prophylactiques efficaces.

Dans un second temps, cette recherche s'intéressera également aux impacts de la communication sur les stratégies de prévention des risques liés au Covid-19, d'autant que, à la faveur de celui-ci et face à l'impuissance du système de santé, on assiste à une intensification du recours à la phytothérapie et plus généralement, à la médecine traditionnelle. Sur la base d'un forum de discussions qui sera mis en place, nous espérons offrir un espace de dialogue aux citoyens âgés de 18 à 60 ans et contribuer de la sorte à combler les failles du système national de santé - « déjà en chute libre » depuis bien des années - dans sa lutte contre l'épidémie actuelle.

Bourses, concours, subventions

De quoi le quotidien du laboratoire est-il fait ? En marge du travail de terrain et de la recherche documentaire, les membres scrutent de nouvelles sources de financement, postulent pour des bourses et soumettent des projets aux programmes de financement interne et externe. Ils s'engagent également dans des projets collaboratifs, dans des partenariats, reçoivent des prix et des honneurs. Enfin ils publient... Cette rubrique nous permet de rendre compte des premières récompenses de leurs efforts.

Dr Lukinson Jean remporte le concours de bourse de la Fondation Croix-Rouge française



Lukinson Jean

Trois fois consécutives, des membres du laboratoire LADIREP ont remporté un concours de bourse de recherche postdoctorale de la Fondation Croix-Rouge française. Cette année, il s'agit du Dr Lukinson Jean, Sociologue de la Santé, Professeur à l'Université d'Etat d'Haïti, rattaché au Campus Henry Christophe de Limonade (CHCL) et responsable du Département Anthropologie/Sociologie de la Faculté d'Ethnologie. L'appel à bourse de l'année en cours, monté de concert avec la Croix-Rouge canadienne et la Croix-Rouge haïtienne, s'inscrit dans le cadre du programme intitulé « amélioration des services de soins d'urgence en zone urbaine en Haïti ». Le projet du Dr Lukinson Jean vise à examiner la perception et l'usage de la m-santé* en période d'urgence en milieu urbain.

(*) L'expression m-santé désigne l'accès à des services de soins via des appareils mobiles.

Espérant présenter les résultats de ses recherches, professeur Kesler Bien-Aimé les poursuit en ces temps de confinement

Le projet de journée d'étude « Problématiques des images électorales en Haïti » porté par Kesler Bien-Aimé, enseignant au Département histoire de l'art et de l'archéologie à l'IERAH/ISRESS, membre du laboratoire LADIREP, doctorant à l'Université Laval, est retenu pour un financement partiel du Programme d'appui institutionnel ARES/UEH.

En pleine conjoncture du COVID-19, Kesler Bien-Aimé poursuit ses recherches. Car, l'image de certains candidats potentiels aux élections de 2022 se bousculent déjà sur la toile. L'« image politique », mobilisée comme pièce justificative, est en prolifération en cette période de crise exceptionnelle. Elle ne saurait échapper à l'observation scientifique. La journée d'étude « Problématique des images électorales en Haïti », prévue au mois d'août, sera l'occasion d'un retour réflexif sur les données recueillis durant le confinement.



Kesler Bien-Aimé

La chaire de recherche « Genre, Pauvreté et Développement » de la Fondasyon Kole Zepòl (FONKOZE)

Odonel Pierre-Louis et Jean Waddimir Gustinvil deux membres permanents de l'axe 2 de LADIREP viennent d'être associés à la chaire Genre, Pauvreté et Développement de la Fondasyon Kole Zepòl (Fonkoze). Ces deux chercheurs de notre laboratoire sont invités à collaborer à la création de cette chaire à l'Université d'Etat d'Haïti qui a pour objectif de travailler sur les populations en situation d'ultra-pauvreté ou de pauvreté extrême. Lorsque ces populations ne sont pas invisibilisées dans les discours et les rapports sur la lutte contre l'extrême pauvreté, leurs perceptions/voix ne sont pas prises en compte. La sévérité de la pauvreté « monétaire » est très élevée en Haïti (ONPES, Banque Mondiale 2014 ou 2015). Ce qui révèle d'importantes inégalités entre les différents pauvres.

Proposition d'argumentaire : Les discours et les théories de la pauvreté extrême et les conditions d'exercice de la capacité politique

Dans le cadre de cette recherche, il importera pour nous de faire apparaître les rapports sociaux de sexe et de race dans lesquels sont tissées les sociétés étiquetées de sociétés pauvres (comme par exemple : Haïti est toujours étiqueté de pays le plus pauvre de la Caraïbe). Cette forme de catégorisation métaphorise les dimensions « politiques » de la pauvreté extrême des dites sociétés et elle passe sous silence les luttes menées et les choix politiques qui ont conduit des communautés dans cette impasse. La pauvreté extrême ne tombe pas du ciel elle s'insère dans des inégalités sociales et dans des rapports économiques inégalitaires entre les États et les sociétés dans leur obsession pour la domination des uns et des autres, de la planète et de l'ensemble du monde vivant. Donc, nous envisageons d'étudier dans cette enquête la pauvreté extrême dans son rapport avec les pratiques de pouvoir relevant de la nécropolitique à savoir une pratique « politique » dans laquelle la politique consiste à se retourner contre elle-même si bien qu'elle cesse d'être un espace d'invention de nouvelle promesse pour se métamorphoser en de simples pratiques nécrologiques qui discriminent les citoyens.nnes désignant, d'un côté, ceux qui sont privés de leurs droits et, de l'autre, ceux qui ont tous les droits (Achille Mbembe. 2006. *Raisons politiques* 21 :29-60).

Nous souhaitons dégager par cette enquête sociologico-philosophique (sociologique par ses effets et philosophique par sa méthode de construction de son objet) les implications des conditions de la pauvreté sur la capacité d'agir des individus-citoyens dans des États eux-mêmes étiquetés d'États faibles. Dans cette lignée, nous mobiliserons la *Théorie de la pauvreté de masse* de J. K. Galbraith (Gallimard, 1980), qui devra nous permettre d'aborder la « vulnérabilité progressive » en Haïti, laquelle a des impacts sur l'agentivité (*l'agency*) des citoyens/citoyennes dans les modes d'intervention de certains groupes d'acteurs (certaines ONG par exemple). Partant de l'hypothèse selon laquelle cette vulnérabilité a toujours servi de terreau fertile pour l'assistance internationale qui a eu des résultats très peu fameux ; cette théorie nous facilitera la tâche dans la manière d'aborder ce qui fait lien entre un assisté et un dispositif qui active l'assistance.

Jean Waddimir Gustinvil et Odonel Pierre-Louis, membres permanents du laboratoire LADIREP

Propos de membres de LADIREP sur le COVID-19

Liminaire

Edelyn DORISMOND, membre permanent/LADIREP, Philosophe

Le COVID-19 a mobilisé toutes les énergies des hommes et des institutions autour de lui. Le Laboratoire LADIREP n'est pas épargné de cette sollicitation générale. Vu le temps court qui s'impose aussi en ce moment aux hommes et aux institutions (imposition du temps présent ou de la simple présence à soi face à la maladie), nous avons choisi au laboratoire d'accorder la parole à certains membres pour exposer brièvement leur compréhension de la pandémie à la fois dans son voyage autour du monde, son arrivée en Haïti et les réponses politiques, scientifiques qui ont été proposées. L'expérience vécue est aussi prise en compte, sachant qu'en ce contexte la distance face à l'objet (le COVID-19) peut prendre l'aspect de l'affectation immédiate donnant lieu au récit de soi ou aux tentatives plus distanciées de problématisation qui s'interroge sur les méthodes à inventer, sur les aspects que les politiques publiques auraient dû prendre en compte, sur les nouvelles « vérités » que semble rappeler le COVID-19 à la politique. Mais tout cet effort de penser le COVID-19 porte en filigrane notre tremblement existentiel ou épistémologique face à la leçon fondamentale : la vie humaine est fragile mais mérite d'être vécue.

Billet d'un C...

Pierre Maxwell BELLEFLEUR, membre/LADIREP, Etudes littéraires

Aujourd'hui, je suis resté à la maison.

Aujourd'hui, je ne suis pas sorti prendre un copieux petit déjeuner dans le restaurant du quartier.

Aujourd'hui, pour la nième fois, je ne suis pas allé à l'université pour mes tâches quotidiennes. Je n'ai pas marché joyeusement parmi les feuilles mortes et les débris de Quartier-Morin comme tous les matins.

Ma liberté d'aller partout et faire ce que bon me semble est en veilleuse. COVID-19, devenu en peu de temps, une pandémie et une maladie transfrontalière, me rappelle ce que c'est la liberté et son extrême importance.



Maxwell Bellefleur

Des épidémies, il y en a eu et il y en aura encore. COVID-19 est loin d'être la plus meurtrière (pour l'instant), mais ne cesse d'ébranler le monde dans tous ses soubassements. Tout devient suspect et doit être écarté parce que considéré comme dangereux et léthal. Se cacher semble devenu une norme voire la norme pour la survie et de la survie.

Etonnamment, la maladie dans le singulier petit pays Haïti bouscule et désenchante peu, vraiment peu. S'agit-il de l'héroïsme ? De la naïveté ? De la résignation ? De l'indifférence à la mort ? Le quotidien chaotique et léthal des haïtiens les a-t-il aguerris contre toute forme de mal ? La seule victime dans tout cela c'est la vérité parce que la parole gouvernementale comme celle des élites est toujours perçue comme mensonge et mensongère. Et pourtant la maladie est bien réelle.

Se protéger : une obligation. Ne pas perdre le Nord : une exigence.

Sauver l'existence à l'ère du COVID-19

Marc-Félix CIVIL, Membre permanent/LADIREP, Obstétricien-Gynécologue et Philosophe du soin et de la médecine

Nos autorités étatiques accordent une primauté à la dimension naturaliste ontologique de la maladie au détriment de la dimension normativiste existentielle. Or, cette dernière qui met en avant l'existence importe pour une gestion de la maladie au regard de la santé publique. Car l'existence réunit à la fois la vie biologique et la vie historique du sujet qu'il soit malade ou pas. Être malade ou en santé étant des possibilités d'être de l'homme parmi tant d'autres. Par conséquent, quand nous rencontrons une personne atteinte de COVID-19, ce que nous devons considérer est moins l'individu atteint d'une maladie virale contagieuse, capable de mettre sa vie et celle des autres en péril qu'une

présence humaine. Cette présence humaine a besoin d'être interprétée phénoménologiquement : comment s'exprime-t-elle sur elle-même ? Que pense-t-elle



Marc-Félix Civil

de l'environnement dans lequel elle est confinée, placée en quarantaine, mise en isolement ? Comment mesure-t-elle l'impact de ces changements brusques sur sa vie ? Que va devenir sa famille sans elle ?

Quand sera-t-elle déclarée négative pour Sras-Cov-2 et être digne de regagner la société sans crainte pour elle et pour autrui dans un pays où les tests se font rares ? Ce sont autant de questions auxquelles la santé publique a besoin de répondre aujourd'hui afin que l'homme ne perde pas ce qu'il a de plus important, à savoir sa dignité. C'est pourquoi ceux-là et celles-là qui font office d'assurer la gestion du COVID-19 doivent prendre des précautions pour ne pas créer une entorse à l'existence des personnes qui en souffrent en négligeant leur pan historique. Ce plaidoyer se justifie par le fait que, négligée, la dimension existentielle ne fournit pas de chiffre prouvant les dépenses en santé.

La politique de la dignité au temps de la pandémie du COVID-19

Jean Waddimir GUSTINVIL, Membre permanent/LADIREP, Philosophe et politiste

L'avènement du COVID-19 en Haïti met en suspens la conflictualité politique. Avec l'affaire pétro caribe, l'espace public était devenu le point de cristallisation de demande d'accès à un

ensemble de droits sociaux, politiques et économiques. Cette pause a entraîné, chez les acteurs, une crise du sens de l'être-ensemble. Une crise du sens du politique renvoyant à celle de la confiance et de la

promesse dans le commun car toute communauté politique se meut avant tout par la promesse et la confiance dans la quête d'une vie digne. Elle prend son sens dans la confiance renouvelée dans les institutions

sociales chargées d'accomplir la promesse. Toute promesse



Jean Waddimir Gustinvil

politique crée forcément des attentes à honorer. Or, le COVID-19 vient de révéler la dimension mensongère de la promesse à force d'avoir été

pervertie par l'avarice d'un monde néolibéral où tout se mesure à l'aune du profit et de la valeur marchande. Le hic c'est que la pandémie menace de tout faire disparaître tant la partie que le tout. Pourtant, la promesse ne résulte que d'une équation où le tout compte autant que l'ensemble des parties réunies. D'où l'injonction de la pause ! Ainsi, le COVID-19 nous révèle/confirme au moins trois vérités sur la vie civique. La première : toute communauté politique est une communauté de vie/de promesse partagée

s'inscrivant dans une solidarité assumée ou non. La deuxième vérité : les morts ne font pas de politique et, par conséquent, ne peuvent pas faire de communauté. L'esprit de toute communauté consiste dans une politique qui prend la vie comme fin et non comme moyen pour l'éteindre. Troisième vérité : il n'y a de politique que lorsque la vie - celle de communauté et celle de chacun des membres - devient la valeur suprême sur fond de laquelle prend sens toute action politique.

L'enquête en sciences sociales à l'épreuve du COVID-19

Lukinson JEAN, Membre permanent/LADIREP, Sociologue de la santé

Maladie de l'anthropocène, le COVID-19 est un « fait social inattendu » qui rappelle à l'homme que l'espèce à laquelle il appartient fait partie d'un écosystème au sein duquel il est constamment en interrelation avec d'autres espèces et d'autres êtres vivants. S'il est vrai que la pandémie est d'origine animale (pangolin ou chauve-souris) - hormis pour les thèses complotistes ! -, il n'en reste pas moins que ce problème de santé mondiale aura des conséquences durables sur toutes les sociétés - y compris

celles qui n'auront pas été touchées -. Autrement dit, la pandémie constitue une véritable piqûre de rappel à tous les chercheurs (en sciences naturelles et en sciences sociales) qui auraient tendance à oublier qu'il convient de toujours penser « par-delà nature et culture ».

Dès lors, il s'avère nécessaire de réfléchir à de nouvelles manières de faire science, c'est-à-dire de pratiquer, en l'occurrence, les sciences sociales (pas seulement !) à l'ère de l'anthropocène. Se posent des questions de méthode (1),

mais s'expriment aussi des craintes, d'ordre éthique (2) et que je tâcherai - afin de ne pas conclure ! - de formuler comme suit :

1. Dans quelle mesure peut-on mobiliser, au temps du COVID-19, les deux instruments par excellence de l'enquête de terrain en sciences sociales, à savoir l'entretien et l'observation directe ?

- Quelle(s) « posture(s) » le chercheur doit-il adopter en cette période où la « distanciation sociale » tend à s'imposer comme

un impératif catégorique ?
Parlant d'observation, qu'y-a-t-il d'ailleurs à observer en période de confinement ?

2. La « distanciation sociale » en tant qu'impératif

catégorique et prophylactique, ne risquerait-elle pas d'exacerber la distance sociale (dont les deux principales caractéristiques sociologiques sont

l'étrangeté et l'inégalité) entre enquêteur et enquêté, notamment dans les enquêtes conduites en milieu populaire ?

Le quotidien d'un asthmatique en contexte du COVID-19

Jerry MICHEL, Membre/LADIREP, Sociologue

Je me retrouve là, dans cette chambre, derrière cette porte, pour une durée inconnue. Une pièce dans laquelle je passe maintenant le plus de temps dans ma vie, puisqu'elle devient mon espace de confinement. Là-dedans, je pense désespérément à mon asthme qui m'oblige à m'isoler. Ce manque de contact humain m'est insupportable. Je n'aime pas la solitude. D'habitude, j'exprime mon affection en étant

très proche de ma famille et de mes ami-e-s. Pour m'évader du silence, je m'assois souvent face à ce vide pour regarder le trottoir de cette rue où je rencontrais souvent mes ami-e-s pour prendre un verre et discuter. Désormais, la distanciation sociale est un geste protecteur. C'est insupportable de ne pas pouvoir voir mes ami-e-s et leur parler, en toute intimité. Pour m'adapter à ce changement, j'essaie de vivre dans l'instant présent. J'ai la chance d'avoir terminé récemment la rédaction de ma thèse de doctorat, donc je n'ai pas perdu beaucoup de résultats. Je vis chaque jour le moment présent en pensant en permanence à cette sensation d'exister encore dans mon corps. J'arrête de penser aux choses que je ne peux pas faire.

D'ailleurs, la clef pour moi c'est de penser à celles que je peux réaliser dans l'instant présent. C'est une expérience intéressante. Je profite également de ce moment pour discuter pendant des heures avec ma mère autour de certaines choses que nous n'évoquions jamais avant dans nos conversations. Chaque jour, un sujet différent. Elle n'imaginait pas que j'allais l'aborder pour connaître des histoires enfouies. Chaque fois, je m'approche si près d'elle que sa voix laisse des traces sur mon visage. Elle se sent si apaisée de me voir l'écouter attentivement. Les questions existentielles deviennent plus importantes que jamais. C'est essentiel, selon moi, de continuer à faire des choses utiles.



COVID-19 : encore la crise de sens !

Lenz JN FRANÇOIS, Membre permanent/LADIREP, Psychosociologue Clinique

Avec angoisse, frayeur ou indifférence, chaque pays dépose ses mots et ses maux à ce grand récit qui se tisse autour de ce malheur collectif. Pour nous en Haïti, on en retient surtout un



Lenz Jn-François

environnement social où il a régné et règne encore une dramatique crise de sens.

Des citoyens ayant vécu dans la plus grande précarité, se résignant par défaut à vivre en sursis. Des jeunes des milieux

populaires, parmi les premières victimes du mépris social absolu, sont systématiquement criminalisés et instrumentalisés par des politiques cyniques et cupides. Dans le désespoir de leur vie aliénée, ils infligent à eux-mêmes et à toute la société une violence psychotique, morbide dans une surenchère de monstruosité sociales. On fait l'expérience de l'abandon absolu. Chacun a dû apprendre à se débrouiller, à survivre dans la désolation. Les masses populaires intègrent, dans une praxis effarante, que leur vie ne vaut rien et n'intéresse personne, qu'ils sont de fait des parias, des surnuméraires. Brusquement survient une catastrophe, par mimétisme ou

effet de mode, on se souvient alors de leur appartenance à la Société-Monde. On semble se soucier de leur bien-être, leur vie soudainement revêt un sens et devient importante.

Abasourdis et incrédules, ils en savent déjà trop de la peur et de la mort.

Comment sensibiliser ces sujets à rester en vie ?

Que vaut pour eux cette injonction soudaine à la responsabilité et la solidarité citoyenne quand ils ont toujours été soumis à un individualisme de survie ?

Quel sens peut avoir pour eux la prévention qui s'inscrit dans une logique de projet alors que leur vie s'est toujours astreinte à l'urgence du quotidien ?

Haïti : entre le COVID-19 et le sentiment de désappartenance

Odonel PIERRE-LOUIS, Membre permanent/ LADIREP, Philosophe

Le COVID-19, cette pandémie qui a touché tous les continents de la planète, nous rappelle notre commune vulnérabilité. En effet, il exhibe l'égalité-humaine des vivants humains : celle de n'importe qui avec n'importe qui par-devant la catastrophe. Dans le cas d'Haïti, il nous met face à



Odonel Pierre-Louis

notre criante faillite des « plans-B » – qui, au fond, sont devenus des « plans A » – faits par les élites dirigeantes du pays : soins

médicaux, éducation de leurs enfants reposés sur l'étranger ; importations à outrance : 70% de ces importations sont alimentaires et l'importation elle-même a triplé depuis 1995. Notre ventre est livré à l'étranger ainsi que notre santé et éducation, et j'en passe, au détriment de ces services au

niveau local. Ce qui constitue l'expression d'un sentiment de désappartenance au pays, c'est-à-dire une tendance affective s'investissant dans l'étranger dont on n'est pas membre que dans son propre pays dont on est un des membres. Ce sentiment, qui ronge le citoyen jusque dans l'unité de sa conscience, est le fruit d'inquiétude et de désespoir dans l'habiter du chez soi.

Comme si nous ne pouvions tirer le meilleur de soi que de l'étranger. Ce refus énigmatique d'ériger le meilleur chez soi se voit en outre renforcé par les effets mêmes d'un tel choix : banditisme, une école à une pléiade de vitesses, dégradation des hôpitaux, inflation, etc. Le COVID-19 nous montre la nécessité d'investir et de construire le chez soi. Malheureusement, le pouvoir en

place semble frappé d'illégitimité aux yeux de la population qui perçoit le COVID-19 comme un moyen pour ce pouvoir d'attirer des fonds personnels. Ainsi, nous sommes davantage exposés aux dangers d'une double catastrophe : ceux du COVID-19 et ceux des choix inhérents au sentiment de désappartenance au pays.

De « l'effet "psychotrope" de la traduction [par temps de confinement] »

Carole SASSINE, Membre/LADIREP, Sciences de l'éducation

Je cherchais activement comment mieux traduire en français l'expression anglaise « mindset » -- une intuition me poussait à refuser



cet après-midi-là l'habituel, trop statique « état d'esprit ». J'épluchais donc les revues disponibles sur la toile, cherchant au-delà des dictionnaires la trouvaille d'un traducteur de génie. Car si le

traducteur (dans mon cas la traductrice) doit viser à « adapter et polir » au mieux les textes des autres, elle peut aussi s'offrir la liberté et le plaisir de travailler à les « améliorer » - tout en respectant l'esprit. Je n'ai pas trouvé ce que je cherchais, mais j'ai découvert cet article* sur les effets positifs de leur travail, décrits par des traducteurs ayant subi les pires vexations (emprisonnement, tortures, exil, etc) à travers les âges - de l'Inquisition aux fascismes européens. L'article aborde la question : « La traduction aurait-elle un effet "euphorisant" dans certaines circonstances ? », en s'appuyant sur les mots de ces traducteurs, auxquels la

traduction aura « permis d'oublier tout ce qui se passait autour ... ». Cette lecture m'a été bénéfique, appropriée au difficile enfermement du « peyi lòk », où je me culpabilisais de m'extraire de notre malheur collectif, du mépris, de la violence, de l'indifférence, et d'éprouver de la joie dans la recherche d'expressions bonnes. Je le relis en cette saison du COVID 19, et je ne m'inquiète plus de savoir si j'aurais atteint un niveau de scepticisme abjecte vis à vis de mes « frères humains » : J'ai juste la chance de disposer d'un outil d'évasion sain et utile...

(*) « L'effet "psychotrope" de la traduction sur un prisonnier politique catalan » (Jean Delisle. 2011. In *Actualité Langagière* 8(1) : 10).

Fiche technique du laboratoire LADIREP

Identifiant :	L Angages D iscours RE présentations (LADIREP)
Etablissement de rattachement :	Université d'Etat d'Haïti (UEH)
Affiliation :	Laboratoire habilité de l'Ecole doctorale SHS de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH), affilié au Collège Doctoral d'Haïti (CDH) par décision du 25 mars 2015 du Conseil Scientifique dudit collège
Implantation :	Faculté d'Ethnologie 10, Rue Magloire Ambroise HT-6110 Port-au-Prince, Haïti
Téléphone :	+509 2262 2000 Ext. 2222
E-mail :	ladirep@ueh.edu.ht
Site web :	http://ladirep.ueh.edu.ht/
Domaines de recherche :	Anthropologie sociale, philosophie, psycho-sociologie, sociologie.
Axes et équipes de recherche :	Axe1 « Socialisation, Cognition et Langage » ; Axe 2 « Dynamiques sociopolitiques, Productions du savoir anthropologique et Circulation des idées » ; Axe 3 « Cultures, Identités, Mémoires, Patrimoines et Tourisme ».
Conseil du laboratoire :	Jhon Picard Byron (directeur), Edelyn Dorismond, Lenz Jn-François, Lukinson Jean (responsables d'axes), Pierre Maxwell Bellefleur (Secrétaire), Jean Evenson Lizaïre (Membre), Mickelson Célestin (représentant des doctorants au Conseil)
Membres titulaires :	Jhon Picard Byron (FE), Marc-Félix Civil (FMP), Edelyn Dorismond (CHCL), Lenz Jn-François (FASCH), Lukinson Jean (CHCL), Jean Waddimir Gustinvil (ENS), Odonel Pierre-Louis (ENS). Membres chercheurs : Pierre Maxwell Bellefleur (CHCL), Kesler Bien-aimé (IERAH), Raynold Billy (FASCH), Jean Yves Blot (FE), Jean Michel Gabriel (FE), Jean Evenson Lizaïre (FASCH), Jerry Michel (FE), Carole Sassine (FASCH).
Post-doctorants :	Jean-Jacques Cadet (ENS), Mislol Dexai (FE).
Doctorants :	Mickelson Célestin, Pierre Valéry Béliard, Rodady Gustave, Jonel Gustave.
Administratifs :	Marc-Manuel Flimerlus (Webmestre, RUEH), Flaure Joseph (Secrétaire, FE), Elvina Joseph (comptable, FE).

Ont participé à la réalisation de ce numéro :

Edelyn Dorismond,
Carole Sassine,
Lukinson Jean,
Marc-Félix Civil, Kesler Bien-aimé,
Jean Waddimir Gustinvil,
Odonel Pierre-Louis,
Pierre Maxwell Bellefleur,
Jerry Michel,
Lenz Jn-François, Jean-Jacques Cadet,
Mislol Dexai,
Mickelson Célestin,
Pierre Valéry Béliard,
Rodady Gustave.

Conseil de rédaction :

le Conseil de laboratoire.

Reporter :

Jean Philippe Moïse,
stagiaire, élève-journaliste, Ecole Supérieure de Journalisme (ESJ) de Lille.

Crédits photos :

Kesler Bien-Aimé

Graphiste :

Mackenson Vernet